

ÉDITORIAL
VINCENT
GEORIS

L'improbable exil des séparatistes catalans

Francken joue avec le droit d'asile

Entre nationalistes «régionaux», qu'ils soient Basques, Flamands, Catalans ou Écossais, le courant passe bien. Ils ont leurs rituels, leurs petites habitudes et leurs drapeaux. Chaque année, ils se retrouvent à Donostia, dans le Pays Basque, ou San Sebastian, dans le nord de l'Espagne, pour célébrer la grand-messe des autonomistes européens. La N-VA ne manque jamais ce Lourdes des nationalistes.

Rien d'étonnant, dès lors, qu'en bon soldat de son parti, le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Theo Francken tende une main à ses «frères» catalans dans la détresse. N'est-ce pas grisant, pour un autonomiste, d'appeler un gouvernement régional en détresse à s'établir en Belgique? «Gouvernement catalan en exil». On voit déjà l'inscription sur une plaque en cuivre orner un jour prochain une maison de maître près du rond-point Schuman. Un

Le gouvernement catalan n'en est plus un. Et l'asile éventuel auquel il prétend a peu de chance d'être fondé.

clin d'œil à l'Union européenne, dont la république catalane exilée serait un des membres potentiels attendant sa reconnaissance dans l'anti-chambre bruxelloise.

Mais la romance s'arrête là. Aussi respectable que soit l'aspiration des Catalans à plus de liberté, le processus enclenché par Carles Puigdemont et les siens en septembre dernier est illégal, tant au regard du droit espagnol que du droit international.

Quand bien même la réplique policière de Madrid lors du référendum fut condamnable, le scrutin était hors jeu.

Le gouvernement catalan n'existe plus depuis samedi, conformément à la Constitution espagnole. Ce n'est pas «l'Espagne de Franco» qui a suspendu l'autonomie de la Catalogne, c'est une assemblée parlementaire démocratique respectueuse d'une procédure constitutionnelle, prévue d'ailleurs dans le droit d'autres pays européens.

Aucun pays au monde n'a reconnu la Catalogne, ce qui déforce encore plus l'éventuelle entrée d'une république catalane dans le concert des nations. On peut le regretter pour les Catalans aspirant à plus de libertés, mais c'est un fait. Pas la moindre nation n'a esquissé un geste de reconnaissance.

Le gouvernement catalan n'en est plus un. Et l'asile éventuel auquel il prétend a peu de chance d'être fondé. Si Carles Puigdemont et ses anciens conseillers demandent l'asile politique en Belgique, leur demande a peu de chance d'être prise en compte, du fait qu'ils ne proviennent pas d'un pays où ils sont persécutés pour leurs convictions.

En lançant son invitation, Theo Francken berce d'illusion les Catalans. Il donne aussi l'impression d'instrumentaliser le droit d'asile que l'on refuse à d'autres, retournés sans ménagement vers les régimes dictatoriaux qui les persécutent réellement.